



Rapport du Comité des relations avec le pays hôte

**Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-cinquième session
Supplément N° 26 (A/55/26)**

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-cinquième session
Supplément N° 26 (A/55/26)

**Rapport du Comité
des relations
avec le pays hôte**



Nations Unies • New York, 2000

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	1
II. Nombre de membres, composition, mandat et organisation des travaux du Comité	3–10	1
III. Questions examinées par le Comité	11–61	2
A. Hébergement du personnel diplomatique	11	2
B. Règlements adoptés par le pays hôte en matière de déplacements	12–20	2
C. Accélération des formalités d’immigration et de douane.	21–22	4
D. Examen des problèmes soulevés par l’application de l’accord entre l’Organisation des Nations Unies et les États-Unis d’Amérique relatif au Siège de l’Organisation et recommandations concernant ces problèmes	23–61	5
IV. Recommandations et conclusions.	62	12
Annexes		
I. Liste des questions renvoyées au Comité pour examen		14
II. Liste des documents		15

I. Introduction

1. Le Comité des relations avec le pays hôte a été créé en vertu de la résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1971. Par sa résolution 54/104, du 9 décembre 1999, l'Assemblée a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée « Rapport du Comité des relations avec le pays hôte ». Le présent rapport a été établi en application de la résolution 54/104.

2. Ce rapport comprend quatre sections. Les conclusions et recommandations du Comité figurent à la section IV.

II. Nombre de membres, composition, mandat et organisation des travaux du Comité

3. Dans sa résolution 53/104 du 8 décembre 1998, l'Assemblée générale entérinait la recommandation du Comité tendant à admettre en son sein quatre nouveaux membres, qui seraient choisis par le Président de l'Assemblée générale, à raison d'un nouveau membre pour le Groupe des États d'Afrique, un pour le Groupe des États d'Asie, un pour le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et un pour le Groupe des États d'Europe orientale. Par ses décisions 53/322 du 18 février 1999 et 54/311 du 4 novembre 1999, l'Assemblée a pris acte de la nomination par son Président, à la suite de consultations avec les groupes régionaux, des quatre nouveaux membres du Comité, à savoir Cuba, la Hongrie, la Jamahiriya arabe libyenne et la Malaisie. Le Comité se compose donc des 19 membres ci-après :

Bulgarie	Iraq
Canada	États-Unis d'Amérique
Chine	Fédération de Russie
Chypre	France
Costa Rica	Jamahiriya arabe libyenne
Côte d'Ivoire	Malaisie
Cuba	Mali
Espagne	Royaume-Uni de Grande-Bretagne
Honduras	et d'Irlande du Nord
Hongrie	Sénégal

4. Pendant la période considérée, M. Sotirios Zackheos (Chypre) a continué d'exercer la présidence du Comité. Les représentants de la Bulgarie, du Canada

et de la Côte d'Ivoire ont exercé les fonctions de vice-présidents et Mme Emilia Castro de Barish (Costa Rica) celles de rapporteur.

5. Le mandat du Comité avait été arrêté par l'Assemblée générale dans sa résolution 2819 (XXVI). En mai 1992, le Comité a adopté et, en mars 1994, légèrement modifié une liste détaillée des questions qu'il se proposait d'examiner. Cette liste figure à l'annexe I du présent rapport.

6. Pendant la période considérée, le Comité a tenu les réunions suivantes : la 201e, le 9 mars 2000; la 202e, le 26 juillet 2000; la 203e, le 28 août 2000; la 204e, le 1er septembre 2000 et la 205e, le 1er novembre 2000.

7. Le Bureau du Comité se compose du Président, des trois Vice-Présidents, du Rapporteur et d'un représentant du pays hôte qui assiste de droit à ses séances. Il est chargé d'examiner les questions dont le Comité est saisi, à l'exception de la question de la sécurité des missions et de leur personnel, que le Comité examine à chacune de ses séances plénières. Le Bureau s'est réuni deux fois, les 10 février et 24 juillet 2000. Entre autres questions, il a examiné les questions d'organisation se rapportant aux travaux du Comité.

8. Le Groupe de travail sur l'utilisation d'automobiles à plaques diplomatiques, leur stationnement et les questions connexes, créé à la 181e séance du Comité, ne s'est pas réuni durant la période considérée, en l'absence de faits nouveaux à examiner. Le Comité n'a pas nommé de nouveau président du Groupe de travail.

9. Le Groupe de travail sur les questions d'endettement, qui a pour mandat d'examiner tous les aspects du problème, ne s'est pas non plus réuni pendant la période considérée. Le Comité a nommé le représentant de la Bulgarie au poste de président du Groupe de travail.

10. Le 30 mai 2000, sous les auspices du Comité et en étroite concertation avec la mission du pays hôte, le Président de l'American Heart Association, le docteur Valentine Fuster, a fait un exposé devant la communauté diplomatique de l'Organisation des Nations Unies sur les problèmes physiques d'ordre cardiaque et le stress. Il a également abordé la question de la coopération avec les associations se préoccupant de la santé cardiaque dans les pays en développement.

III. Questions examinées par le Comité

A. Hébergement du personnel diplomatique

11. À la 201^e séance, le 9 mars 2000, constatant que certains propriétaires de logements loués par les diplomates exigeaient de ceux-ci qu'ils renoncent à l'immunité diplomatique, le Président a dit que le Groupe de travail sur les questions d'endettement serait peut-être amené à se saisir de la question si le problème se reproduisait systématiquement. Le représentant de l'Iraq a confirmé que les membres de la mission iraquienne éprouvaient d'énormes difficultés à se loger dans la mesure où les agences immobilières refusaient de louer des logements aux diplomates irakiens, alors même que son pays s'était toujours acquitté de ses obligations financières et n'avait jamais eu de démêlés avec les propriétaires. Le représentant de la Malaisie s'est fait l'écho des difficultés que rencontraient les diplomates nouvellement nommés à New York pour trouver un logement et éviter que des clauses spéciales concernant l'immunité diplomatique ne leur soient imposées dans les baux de location. Selon le représentant de la Fédération de Russie, qui a fait référence aux recommandations de 1995 du Groupe de travail sur les questions d'endettement, il y a lieu de penser que ces difficultés sont liées à la question de l'endettement. Il a fait valoir que les exigences présentées par les propriétaires s'agissant de la renonciation aux privilèges et à l'immunités diplomatiques étaient contraires au droit international et assimilables à du chantage. La Fédération de Russie apprécierait l'aide de l'État de New York et du gouvernement fédéral en la matière, notamment au vu des difficultés qu'elle rencontre dans la reconstruction du complexe immobilier de Riverdale. Faisant sienne la recommandation du Président, le représentant des États-Unis a estimé que ces questions étaient du ressort du Groupe de travail sur les questions d'endettement. Il a appelé les États Membres à communiquer par écrit à la mission des États-Unis les plaintes relatives à des actes de discrimination et s'est dit préoccupé par les rapports faisant état du recours fréquent à la pratique consistant à exiger des diplomates qu'ils renoncent à leur immunité. Il a demandé que de tels actes soient portés à la connaissance du Président et a précisé que la mission des États-Unis aborderait ce point avec les propriétaires de logements. Il a confirmé par ailleurs que les efforts du Comité avaient permis de réduire l'endettement.

B. Règlements adoptés par le pays hôte en matière de déplacements

12. À la 201^e séance, le 9 mars 2000, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a prié le pays hôte de faciliter les déplacements et a déclaré que, contrairement à ce qu'ils avaient annoncé, les États-Unis n'avaient pas assoupli les restrictions pesant sur les membres de la mission libyenne. Déplorant la politique qui consiste à délivrer des visas valables pour une seule entrée, il a engagé le pays hôte à envisager d'établir des visas à entrées multiples. Il a également fait mention des restrictions concernant les déplacements sur le territoire américain, le personnel de la mission n'étant autorisé à se déplacer que dans les cinq districts de la ville de New York. Il a fait allusion au fait que l'année passée la mission libyenne n'avait pas pu participer à une réunion organisée par les représentants permanents des pays africains en dehors de la ville de New York. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a cependant dit que la situation avait quelque peu progressé, puisque le chef de la mission avait pu assister à une réunion du Fonds international de développement agricole organisée à Washington.

13. Le représentant de Cuba a déclaré que sa délégation était soumise à des restrictions similaires et a estimé que cette question devait être examinée par le Comité. Il a aussi plaidé en faveur de visas valables pour plusieurs entrées. Faisant valoir que les pratiques discriminatoires du pays hôte gênaient le personnel et le travail de la mission cubaine, il a fait allusion en particulier aux retards constatés dans la délivrance des visas. La représentante cubaine auprès du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a été gênée dans son travail du fait qu'elle ne pouvait pas prétendre à un visa valable pour plusieurs entrées (A/AC.154/329). Il a également cité plusieurs exemples de visas qui n'avaient pas été délivrés dans les temps. Le représentant cubain a également dit que son gouvernement était profondément préoccupé par les retards injustifiés constatés dans la délivrance de visas d'entrée sur le territoire américain à des représentants et des experts cubains auprès de l'Organisation des Nations Unies, retards contraires aux dispositions convenues relatives à l'établissement des visas. Il a instamment demandé au pays hôte de reconsidérer sa position pour ce qui était de la délivrance de visas à entrées multiples et, conformément à la section 13 de l'Accord relatif au Siège, d'établir les visas dans les délais.

14. Le représentant de la Fédération de Russie a dit qu'à son sens restreindre les déplacements était une pratique discriminatoire contraire aux dispositions de l'article 26 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Certes les États souverains avaient le droit d'imposer des restrictions, mais il ne fallait pas qu'ils les imposent de manière discriminatoire.

15. Le représentant du pays hôte a signalé que les restrictions imposées à la Jamahiriya arabe libyenne l'avaient été dans le cadre des dispositions normales concernant la sécurité nationale. Il n'avait eu connaissance d'aucune décision refusant à un Libyen le droit de se rendre à une réunion organisée par les représentants permanents des pays du Groupe africain. Si la demande d'autorisation de voyage avait indiqué la nature de la manifestation, il ne fait aucun doute que l'autorisation aurait été accordée. Le représentant du pays hôte a précisé en outre que son pays ne ménageait aucun effort pour traiter rapidement les demandes de visas; il n'en fallait pas moins prévoir une période de 15 jours pour l'octroi d'un visa, ce qui n'était pas un laps de temps déraisonnable; dans la plupart des cas, les visas étaient octroyés avant ce délai. Répondant aux commentaires formulés par le représentant de Cuba, le représentant du pays hôte a signalé que la demande de visa concernant le membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires n'avait été adressée qu'à la dernière minute. Les difficultés pourraient être évitées si les demandes étaient adressées suffisamment à l'avance. Le représentant du pays hôte a fait savoir que des visas à entrées multiples étaient prévus pour les citoyens de certains pays, mais que les réglementations internes du gouvernement de son pays ne prévoyaient pas cette possibilité pour tous les pays. Le pays hôte était tenu d'accorder des visas aux personnes venant officiellement à l'Organisation des Nations Unies. La durée ou la validité des visas octroyés était décidée par le pays hôte à sa convenance. Le représentant du pays hôte a précisé pour conclure que son gouvernement avait décidé de réexaminer les restrictions imposées aux voyages, ce qui ne voulait pas dire nécessairement les assouplir. Il a rappelé qu'aucune restriction n'était imposée en ce qui concernait les manifestations patronnées par l'Organisation des Nations Unies. Les demandes afférentes à des voyages à titre officieux ou personnel étaient examinées au cas par cas et dans le cas d'un voyage prévu à des fins médicales ou humanitaires la demande avait toutes les chances d'être acceptée.

16. À la 212e séance, le 26 juillet 2000, le représentant de l'Iraq s'est référé aux résolutions de l'Assemblée générale concernant l'imposition de restrictions aux voyages et a exprimé l'espoir que le pays hôte respecterait ces résolutions et supprimerait les restrictions qu'il imposait, au mépris de l'Accord de Siège et du droit international.

17. La représentante de Cuba a indiqué que son pays ne pouvait que dénoncer l'imposition par les États-Unis de restrictions aux voyages concernant certaines missions. Elle s'est plainte que ce régime de limitations était sélectif, arbitraire et discriminatoire. La Mission cubaine était tenue de demander par écrit au pays hôte une autorisation pour tout déplacement de ses représentants de plus de 25 kilomètres du district du Siège, mais de son côté, la Mission des États-Unis non seulement répondait oralement mais rejetait derechef et sans raison les demandes légitimes du Gouvernement cubain. L'évocation constante par les autorités du pays hôte de considérations liées à la sécurité nationale ne correspondait pas, de l'avis de Cuba, aux réalités du monde d'aujourd'hui, où la guerre froide était terminée. La représentante de Cuba a en outre expliqué que la politique des États-Unis en la matière avait pour conséquence que des ambassadeurs et des représentants d'États Membres souverains n'étaient pas en mesure de s'acquitter dûment de leurs tâches. Les États-Unis s'en tenaient à une interprétation étroite et trop stricte de ce qu'était une activité officielle de l'Organisation des Nations Unies. Travailler avec des organisations non gouvernementales, le secteur privé et le monde universitaire faisait partie des activités de l'Organisation des Nations Unies dans son effort pour améliorer le dialogue et les partenariats avec la société civile. Cuba a demandé au pays hôte d'envisager de lever les restrictions sur la liberté de déplacement du personnel cubain, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et au droit traditionnel et coutumier international.

18. Le représentant de la Fédération de Russie a également évoqué les résolutions de l'Assemblée générale par lesquelles celle-ci demandait au pays hôte de reconsidérer sa politique et ses pratiques faites de suspicions à l'encontre du corps diplomatique. Il a exprimé l'idée que la communauté internationale était lasse de cette question, surtout le personnel des missions touchées par ces restrictions. Le rappel par les États-Unis des problèmes de sécurité, un cliché qui était dépassé, ne convainquait personne et accordait une trop grande importance à des menaces virtuelles. La politique dis-

criminatoire des États-Unis n'encourageait guère les relations amicales et allait à l'encontre du droit international. Le représentant de la Russie a demandé instamment au pays hôte de modifier sa ligne de conduite.

19. Le représentant des États-Unis a rappelé la position de son gouvernement selon laquelle le pays hôte n'enfreignait aucune des obligations qui lui incombait au titre de l'Accord de Siège ou du droit international. On avait déformé le sens des résolutions de l'Assemblée générale et des recommandations du Secrétaire général dans lesquelles il était simplement demandé instamment au pays hôte de reconsidérer sa politique, sans qu'il soit question de l'y obliger. Dans ces résolutions, l'Assemblée générale avait également pris note de la position des États-Unis à cet égard et n'avait jamais déclaré qu'il y avait violation de l'Accord de Siège ou du droit international. Les problèmes de sécurité nationale ne sauraient être traités à la légère, étant donné la menace que faisait peser le terrorisme international. Les États-Unis n'opposaient aucun obstacle aux activités officielles des missions ou de leur personnel. Le représentant des États-Unis a déclaré que les refus n'intervenaient que pour les demandes d'autorisation de voyage à titre personnel.

20. Dans l'échange de vues qui a suivi, la représentant de Cuba a répondu que les États Membres souverains méritaient de se voir accorder le traitement qui leur était dû et de voir respectés les droits que leur accordait le droit international. Le pays hôte devrait tenir compte des demandes qui lui étaient adressées par le Secrétaire général et la communauté internationale. Le représentant de l'Iraq a insisté sur les obligations qui incombaient aux États-Unis au titre de l'Accord de Siège, des résolutions de l'Assemblée générale et du droit international et a rappelé que l'on exagérait les problèmes de sécurité nationale. Le représentant des États-Unis a redit que le pays hôte n'avait d'obligations à l'égard des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies qu'en ce qui concernait leurs activités officielles au sein de l'Organisation.

C. Accélération des formalités d'immigration et de douane

21. À la 202^e séance, le 26 juillet 2000, le représentant de l'Iraq a protesté à propos du retard dans la délivrance des visas d'entrée aux délégués irakiens et a signalé que ce retard prenait une importance particulière quand il s'agissait de sessions et de conférences

extraordinaires. Il a rappelé qu'en trois occasions, ces retards avaient empêché les diplomates victimes de participer en temps voulu aux réunions, voire d'y participer du tout. Dans un de ces trois cas, il a reconnu que la demande n'avait pas été formulée trois semaines avant la date d'arrivée prévue. Il s'est enfin référé au traitement inhumain dont avait été victime un membre de la délégation iraquienne, qui avait donné lieu à la note verbale iraquienne datée du 11 juin 2000 (A/AC.154/331). Il a indiqué que la réponse des États-Unis figurant dans sa note verbale datée du 11 juin 2000 (A/AC.154/333) ne fournissait pas une explication satisfaisante de ce fait. Il conviendrait de faire savoir à l'avance aux personnes qui demandaient des visas touristiques que l'on exigeait d'elles une photographie et un relevé d'empreintes digitales, de sorte qu'elles puissent décider en connaissance de cause si elles souhaitaient ou non se rendre aux États-Unis.

22. Dans sa réponse, le représentant du pays hôte a confirmé la position des États-Unis, exposée dans la note verbale A/AC/154/333. Les États-Unis ont manifesté leur étonnement devant les accusations de traitement inhumain. Ils avaient le droit souverain de décider des conditions à remplir et des procédures à appliquer pour l'entrée de quiconque sur leur territoire. La fonctionnaire iraquienne en cause s'était vu offrir un visa officiel qu'elle avait refusé, en déclarant qu'elle ne représentait pas son gouvernement, et elle s'était vu donc accorder un visa touristique. Quand on accordait ce type de visa à un Iraquien, on prenait sa photographie et on relevait des empreintes digitales. Cette procédure, pas plus que l'endroit où elle était conduite, n'était ni inhumaine ni réservée aux criminels. S'il y avait plainte pour traitement inhumain, le Gouvernement des États-Unis mènerait une enquête sur la base de plaintes dûment étayées par des faits précis. En ce qui concerne les retards dans le traitement des demandes de visas, le représentant du pays hôte a confirmé que deux fonctionnaires de la Mission étaient employés à plein temps pour veiller à ce que le pays hôte tienne son obligation d'accorder des visas dans les 15 jours de la date de la demande. Il a précisé qu'en ce qui concerne particulièrement les demandes irakiennes, il fallait beaucoup de temps pour les traiter. La Mission des États-Unis veillait soigneusement à ce que les visas soient accordés en temps voulu, surtout si la demande avait été formulée dans les délais prévus.

D. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation et recommandations concernant ces problèmes

23. À la 202^e séance, le 26 juillet 2000, l'observateur de l'Argentine, prenant la parole au nom du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, s'est déclaré indigné par le « manque de courtoisie » et le manque d'égards dont faisaient preuve les agents de la police new-yorkaise. Les autorités locales non seulement ne respectaient pas la réglementation internationale applicable aux contraventions en matière de stationnement, mais elles réservaient aux diplomates, y compris aux chefs d'État, un traitement inacceptable, qui les empêchait d'exercer leurs fonctions comme il convenait et constituait une violation du droit international. À la veille du Sommet du Millénaire, l'observateur de l'Argentine avait demandé aux autorités du pays hôte de donner pour instructions, à tous les niveaux appropriés, de faire preuve de respect envers les membres du corps diplomatique et de veiller à ce que ces instructions soient respectées.

24. Le représentant du Costa Rica a indiqué qu'il souhaitait faire preuve de bonne volonté à la veille du Sommet du Millénaire. Il ne doutait pas du bon vouloir des hauts responsables du pays hôte, mais n'était pas sûr du comportement de leurs subordonnés. Il demandait instamment à ceux qui occupaient des postes de direction de bien faire connaître leurs obligations à leurs subordonnés. Il a souligné qu'il ne s'agissait pas d'un traitement préférentiel, mais de la conformité avec le droit international. Traiter correctement les diplomates n'était pas une faveur, ni une concession, c'était une obligation. Peut-être que, aux échelons inférieurs de la hiérarchie, les agents ne comprenaient pas bien les relations entre le pays hôte et le corps diplomatique et que ce malentendu était source d'hostilités et d'animosité envers ce dernier.

25. La représentante de Cuba a souligné l'opportunité du débat, compte tenu de l'imminence de la session de l'Assemblée générale et du Sommet du Millénaire. Elle a déclaré en particulier que les mesures de sécurité excessives – fermer la 1^{re} Avenue à la circulation, par exemple – étaient gênantes pour les activités sociales et culturelles qui avaient lieu au Siège de l'Organisation

des Nations Unies ainsi que pour les visites de personnalités officielles et entravaient les travaux de l'Organisation et de ses États Membres. La sécurité devait être assurée d'une façon qui n'empêchait pas les missions permanentes d'exercer leurs fonctions.

26. Le représentant des États-Unis a déclaré que le pays hôte avait conscience de ses obligations et a demandé aux délégations de l'informer de tout incident ou problème qu'il y aurait avec les autorités locales. Tous les intéressés reconnaissant que la sécurité devait être assurée, il convenait donc aussi qu'ils acceptent les mesures qu'il était nécessaire de prendre pour garantir la sécurité des nombreux dignitaires dont on attendait la venue. Le pays hôte faisait de son mieux pour que l'on ait librement accès au Siège de l'Organisation autant que faire se pouvait. Le représentant des États-Unis a fait observer que l'on attendait plus de 150 chefs d'État au Sommet du Millénaire, ce qui était un fait sans précédent. Aucune mission ne souhaitait probablement faire savoir à son gouvernement que la sécurité ne serait pas garantie à cent pour cent.

27. Le représentant de la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies, le corps consulaire et le Protocole a jugé regrettable tous les incidents témoignant d'un manque de respect à l'égard des diplomates, en particulier de la part des agents de la police municipale. Il a invité les missions permanentes à en rendre compte en détail par écrit. Les violations des interdictions de stationner que commettaient les diplomates, même si elles ne représentaient qu'un pourcentage relativement peu élevé de l'ensemble des violations, devaient néanmoins être réprimées ou, si elles étaient contestées, faire l'objet d'une décision judiciaire. Il a insisté sur le fait que les diplomates avaient l'obligation de respecter les lois du pays hôte, y compris les règlements en matière de stationnement.

28. Au cours du débat qui a suivi, le représentant du Costa Rica a répété que le souci de la sécurité ne devait pas empêcher les missions permanentes d'exercer leurs fonctions. Les violations devaient, certes, être réprimées, mais leurs auteurs devaient être traités avec le respect qui leur était dû. Le représentant de Cuba a déclaré de son côté que le pays hôte n'était pas suffisamment enclin à accepter de débattre de ses obligations. Comme il s'agissait d'un pays riche et puissant, on ne pouvait douter qu'il soit capable de s'acquitter de ses obligations. Le représentant de la Commission de la ville de New York a fait sienne l'approche dynamique proposée par le représentant du Costa Rica et a reconnu

que les diplomates devaient être traités avec le respect qui leur était dû. Il a ajouté toutefois que les autorités locales devaient en retour jouir d'une considération égale.

29. Le représentant de la Côte d'Ivoire a exprimé l'opinion que la situation ne s'améliorait pas en dépit des nombreuses discussions dont elle avait déjà fait l'objet. Les violations de l'interdiction de stationner sur les places réservées aux diplomates n'étaient pas réprimées et rien n'était fait pour la faire respecter. Il a demandé au pays hôte de faire mieux comprendre à la population que les places réservées aux diplomates étaient interdites au public. Les diplomates respectaient les lois et règlements locaux, et il était regrettable que d'autres ne respectent pas leurs droits. Le représentant du Costa Rica a fait sienne cette dernière observation et a indiqué que des véhicules à usage commercial ainsi que des véhicules privés stationnaient régulièrement sur les places réservées aux diplomates.

30. Le Président a noté l'attitude constructive adoptée par les participants au débat. Il a souligné que les questions débattues étaient importantes, en particulier la possibilité pour les chefs de délégation d'accéder au bâtiment de l'ONU, et il a demandé instamment que ces questions soient réglées avant le Sommet du Millénaire. Il faudrait trouver un juste équilibre entre les considérations de sécurité et la nécessité de pouvoir accéder sans difficulté au bâtiment de l'ONU.

31. À la 203^e séance, le Représentant permanent de Cuba a parlé du problème persistant que posait à Cuba le refus des autorités américaines de délivrer des visas aux ressortissants cubains. Il a cité plusieurs cas qui s'étaient produits pendant l'année en cours dans lesquels les États-Unis soit avaient refusé de délivrer des visas à des représentants et à des experts cubains se rendant à des réunions officielles d'organes des Nations Unies, soit ne les avaient délivrés que tardivement (voir documents A/AC.154/329, A/AC.154/332 et A/AC.154/335). Dans chaque cas, les autorités cubaines avaient agi dans les règles et satisfait à toutes les conditions fixées par le pays hôte. La Mission permanente de Cuba avait officiellement demandé des explications pour ces refus. Les États-Unis soit avaient donné des réponses inappropriées – invoquant, par exemple, des erreurs administratives – soit n'avaient pas répondu du tout. Par exemple, la Mission des États-Unis avait examiné deux cas (voir documents A/AC.154/329 et A/AC.154/330) et était parvenue à la conclusion qu'en raison d'une erreur administrative,

l'examen des demandes de visa de Mme Goicochea et de M. Fernandez avaient pris plus de temps que la normale. Le cas de M. Fernandez montrait que la politique discriminatoire et sélective des États-Unis était une réalité, qui était motivée par des considérations politiques. À cet égard, le Représentant permanent de Cuba a déploré que le pays hôte ait refusé au Président de l'Assemblée nationale cubaine un visa pour se rendre à la Conférence des présidents des parlements nationaux. Il a indiqué que le refus de délivrer le visa avait été notifié le 25 août 2000 et officiellement confirmé le 28 août 2000. Le Représentant permanent s'est inscrit en faux contre l'argument invoqué par le pays hôte, à savoir que la Conférence n'était pas une réunion des Nations Unies et qu'elle n'entraînait donc pas dans le champ d'application de l'Accord de siège. Or, il était clair que la Conférence avait été organisée en coopération avec l'ONU à l'occasion de l'Assemblée du Millénaire. Conformément aux obligations qui leur incombaient en vertu de l'Accord de siège et des Articles premier, 2, 4 et 104 de la Charte des Nations Unies, les États-Unis étaient obligés, du point de vue tant juridique que politique, d'admettre le lien étroit entre la Conférence et l'Assemblée du Millénaire. De plus, l'Union interparlementaire était elle-même une organisation internationale de caractère universel. Tous ses membres avaient donc le droit d'assister à la Conférence et des visas devaient donc être accordés à tous ceux qui y étaient invités. Le Représentant permanent de Cuba a indiqué qu'au problème de fond s'était ajouté un problème de forme. Si le refus du visa avait été notifié aussi tardivement, c'était dans l'intention de mettre la Conférence devant le fait accompli. À ce moment-là, elle n'était en effet plus en mesure de changer le lieu de la réunion. Le représentant a invoqué les résolutions 50/15 du 15 novembre 1995, 51/7 du 25 octobre 1996, 52/7 du 28 octobre 1997, 53/13 du 28 octobre 1998, 54/12 du 27 octobre 1999 et 54/281 du 11 août 2000 de l'Assemblée générale relatives à la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire, la tenue de la Conférence en même temps que l'Assemblée du Millénaire et le droit d'un représentant de la Conférence de figurer sur la liste des orateurs des séances plénières du Sommet du Millénaire. En outre, la Conférence avait agi en étroite coordination avec le Secrétariat de l'ONU et avait reçu un appui considérable, logistique, moral et politique, de l'Organisation et du Secrétaire général. Les participants à la Conférence seraient accrédités par les représentants permanents auprès de l'Organisation

des Nations Unies et qu'ils seraient accompagnés par des fonctionnaires du Service du protocole de l'ONU. Le Secrétaire général de l'ONU ferait une déclaration à la séance inaugurale et organiserait une réception; la chaîne de télévision des Nations Unies retransmettrait la réunion et la protection des participants serait assurée par le Service de sécurité de l'ONU. Enfin, l'ONU avait autorisé que le logo des Nations Unies soit utilisé à l'occasion de la Conférence. Il était donc clair qu'il s'agissait d'une réunion étroitement liée aux Nations Unies. Compte tenu de ce qui précédait, le Représentant permanent de Cuba a réaffirmé que l'Organisation des Nations Unies avait un rôle d'ordre juridique, moral et politique dans l'organisation de la Conférence. Le refus de délivrer des visas était une grave erreur, qui compromettrait les résultats de la Conférence et, par tant, ceux du Sommet du Millénaire. Il a demandé que les États-Unis délivrent un visa au Président de l'Assemblée nationale cubaine, qui était un ancien Ministre des affaires étrangères et un ancien Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies. Ne pas le faire équivaldrait à une manifestation d'hostilité envers la Conférence, à une insulte à tous les parlementaires et à un manque de respect à l'égard de l'Organisation des Nations Unies. Le Représentant permanent de Cuba a invité le Comité à déplorer que des visas aient été refusés au Président de l'Assemblée nationale et aux membres de sa délégation. Il a engagé le pays hôte à accorder ces visas. Il a prié à nouveau le Président de poursuivre les consultations afin que la question trouve une issue satisfaisante. Il a engagé les États-Unis à réfléchir au tort qu'ils feraient à leur réputation et à leur prestige en tant que pays hôte de l'Organisation des Nations Unies en privant l'orateur cubain de la possibilité de faire une déclaration de cinq minutes et à se demander si ce n'était pas trop cher payé. Il a tenu à faire savoir que de nombreux parlementaires soulèveraient cette question à la Conférence. Il a plaidé en faveur d'une approche constructive et s'est réservé le droit de revenir sur la question à la Sixième Commission de l'Assemblée générale au cours de l'examen du rapport et du projet de résolution.

32. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne s'est élevé contre les pratiques discriminatoires du pays hôte, contraires à l'Accord de Siège et au droit international. Il a expliqué que ces problèmes étaient semblables à ceux auxquels se heurtaient les délégués libyens, y compris le Président du Parlement qui ne pourrait pas participer à la Conférence à cause des conditions imposées par le pays hôte. Ces conditions ne devaient pas

être des entraves empêchant certaines délégations d'assister à une réunion. Rappelant que ce genre de problème ne se posait pas dans les autres pays hôtes, et en particulier en Suisse et en Autriche, l'intervenant a demandé au pays hôte de s'abstenir d'appliquer des règles discriminatoires et sélectives et de revoir sa décision, afin que toutes les délégations puissent participer à la Conférence de l'Union interparlementaire.

33. Le représentant de l'Iraq a demandé au pays hôte d'appliquer les dispositions de l'Accord de Siège à la Conférence de l'Union interparlementaire. Le pays hôte s'en tenait exclusivement à la lettre de cet accord et en adoptait une interprétation par trop restrictive. Étant donné que les activités de l'Organisation des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales avaient beaucoup évolué depuis 1947, l'heure était sans doute venue de modifier l'Accord de Siège. Vu les résolutions de l'Assemblée générale sur le renforcement de la coopération avec l'Union interparlementaire et du fait que la Conférence de l'Union interparlementaire se tenait au Siège de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de l'Assemblée du Millénaire, il y avait manifestement un lien étroit entre cette réunion et l'Organisation. Même s'il ne s'agissait pas d'une réunion des Nations Unies, le pays hôte était tenu de l'obligation de traiter toutes les délégations sans discrimination. Critiquant le refus de visa opposé à Cuba, où il voyait un acte délibérément dirigé contre ce pays qui portait atteinte d'une manière générale à la Conférence de l'Union interparlementaire, le représentant de l'Iraq a instamment demandé au pays hôte d'accorder les visas en temps voulu et de donner de l'Accord de Siège une interprétation plus large.

34. Le représentant de la Malaisie, indiquant qu'il se mettait parfaitement à la place de Cuba dans cette affaire, a souligné que la Conférence de l'Union interparlementaire était un événement de grande portée, puisqu'elle se tenait en application de plusieurs résolutions importantes de l'Assemblée générale. Il a demandé au pays hôte de s'acquiescer de ses obligations internationales. Refuser un visa au Président de l'Assemblée nationale cubaine, ancien Ministre des affaires étrangères et ancien Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies serait une décision entraînant toute une série de conséquences négatives pour toutes les réunions futures exigeant une participation universelle. L'intervenant engageait le pays hôte à reconsidérer sa position et à respecter la lettre et

l'esprit de la Charte pour promouvoir des relations amicales, l'égalité des États et les droits de l'homme.

35. Le représentant du Honduras a regretté que le Président de l'Assemblée nationale cubaine se soit vu refuser un visa d'entrée aux États-Unis, et il s'est déclaré solidaire de Cuba. Il a demandé au pays hôte de reconsidérer ce refus et d'accorder les visas en question. Il a indiqué aussi qu'il jugeait intéressant l'avis du Conseiller juridique sur la catégorie dans laquelle la Conférence de l'Union interparlementaire devait être rangée et les obligations du pays hôte en matière de délivrance de visas aux participants.

36. Le représentant de la France a exhorté le pays hôte à délivrer par courtoisie les visas en question. Il a rappelé les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et le fait que la Conférence de l'Union interparlementaire se tenait au Siège de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de l'Assemblée du Millénaire, ce qui prouvait bien la force objective des liens existant entre la Conférence et l'Organisation. Il a conclu que, par courtoisie, les États-Unis devraient délivrer au moins certains des visas.

37. Le représentant de la Chine a dit qu'en leur qualité de pays hôte, les États-Unis étaient chargés et obligés d'assurer à tous les invités l'accès à la Conférence. Regrettant que les parlementaires cubains se soient vu dénier le droit de venir y assister, il a exprimé l'espoir que la situation pourrait être redressée sans retard.

38. L'observateur du Mexique a indiqué que tous les parlementaires devraient être en mesure d'assister à la Conférence et qu'il espérait voir le pays hôte en respecter l'universalité et reconsidérer sa décision.

39. Le représentant de la Fédération de Russie a rappelé que certains des parlementaires de la République fédérale de Yougoslavie aussi bien que de Cuba s'étaient vu refuser un visa. Il a qualifié la position du pays hôte de regrettable. Puisque la Conférence de l'Union interparlementaire se tenait en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, conformément à des résolutions de l'Assemblée générale, et que c'était un événement important qui aurait lieu à l'occasion de l'Assemblée du Millénaire, ce n'était donc pas une réunion privée. Il importait de lui assurer au maximum une participation universelle. L'orateur a demandé au pays hôte de reconsidérer sa décision et de délivrer des visas à tous les participants.

40. La représentante du Costa Rica a rappelé qu'en application d'un mandat qu'elle tenait de l'Assemblée législative de son pays, la délégation costa-ricienne avait coparrainé toutes les résolutions de l'Assemblée générale relatives au renforcement de la coopération avec l'Union interparlementaire. Elle a exprimé l'espoir que le pays hôte réglerait la situation dans un sens constructif.

41. Le représentant du Mali s'est dit très préoccupé par le fait que le pays hôte ne jugeait pas nécessaire d'accorder des visas aux parlementaires cubains. La Conférence n'était manifestement pas une réunion privée. L'Assemblée générale en avait approuvé la tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion de l'Assemblée du Millénaire. L'intervenant invitait le pays hôte à reconsidérer sa position et à accorder les visas nécessaires, notamment au Président du Parlement cubain. Il a dit que le Mali était solidaire de Cuba et des autres pays qui se heurtaient aux mêmes difficultés. Il a aussi indiqué que la délégation malienne trouverait un avis juridique utile sur ce point.

42. Le représentant du Royaume-Uni a dit qu'il n'y avait visiblement aucun manquement à une quelconque obligation juridique de la part du pays hôte, puisque la Conférence de l'Union interparlementaire n'était pas visée par l'Accord de Siège. Cette réunion n'en était pas moins objectivement liée à l'Organisation des Nations Unies, et il espérait par conséquent que les parlementaires cubains se verraient accorder des visas. Cela ne valait pas pour les visas demandés par la République fédérale de Yougoslavie.

43. Le représentant de l'Espagne a demandé instamment au pays hôte de reconsidérer sa position par courtoisie, en vue d'assurer l'universalité de la participation à la Conférence de l'Union interparlementaire. Il y avait des liens évidents entre cette conférence et l'Assemblée du Millénaire. Le pays hôte devait résoudre la question de manière constructive.

44. Le représentant de la Hongrie a évoqué l'Accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire, dont il a rappelé que c'était une organisation indépendante. Aussi n'était-il pas prêt à conclure que la Conférence de l'Union interparlementaire fût visée par l'Accord de Siège. Ce n'en était pas moins un événement important, qui était en rapport étroit avec l'Assemblée du Millénaire. Comme les avis juridiques sur la catégorie dans laquelle la Conférence de l'Union interparlementaire devait se

ranger divergeaient et ne pourraient pas être conciliés dans le bref laps de temps disponible, l'intervenant a posé la question de savoir si le pays hôte ne pourrait pas user de son pouvoir discrétionnaire pour accorder ces visas.

45. Le représentant des États-Unis a réaffirmé la position du pays hôte, à savoir que l'Accord de Siège ne s'appliquait pas à la Conférence de l'Union interparlementaire, du fait que celle-ci n'était pas une réunion de l'Organisation des Nations Unies. De ce fait, le pays hôte n'était tenu d'aucune obligation de délivrer des visas. Toutefois, sensible à l'appel du Secrétaire général, il avait décidé d'en délivrer à deux des quatre parlementaires de l'Assemblée nationale cubaine. Le représentant du pays hôte a aussi confirmé que celui-ci avait entendu les appels lancés au cours de la réunion et qu'il les prendrait en considération, mais qu'il n'était nullement obligé en droit de délivrer les visas.

46. Le représentant de Cuba a indiqué qu'il venait de recevoir confirmation de l'octroi de deux des visas, mais que celui du Président de l'Assemblée nationale, principal invité à la Conférence de l'Union interparlementaire, était refusé. Après avoir décidé quels pays pourraient participer à la Conférence, les États-Unis décidaient à présent quelles personnes pourraient représenter ces pays. En accordant deux visas, les États-Unis avaient reconnu le lien qui existait entre la Conférence de l'Union interparlementaire et l'Organisation des Nations Unies. L'intervenant a fait allusion aux mobiles politiques et électoraux qui inspiraient l'attitude des États-Unis et demandé au pays hôte d'expliquer pour quelles raisons il avait refusé un visa au Président de l'Assemblée nationale. Il a ensuite proposé au Comité d'adopter une décision ainsi conçue : « Le Comité des relations avec le pays hôte déplore le refus opposé au Président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de la République de Cuba du visa d'entrée aux États-Unis qu'il avait demandé pour assister à la Conférence des présidents des parlements nationaux qui doit se tenir les 30 août et 1er septembre 2000 au Siège de l'Organisation des Nations Unies et demande instamment aux autorités compétentes du pays hôte, considérant le lien incontestable qui existe entre la conférence susmentionnée et l'Assemblée ainsi que le Sommet du Millénaire, d'accorder ce visa en vue de contribuer au succès de toutes ces réunions dans l'esprit des Nations Unies au XXI^e siècle. »

47. Le représentant des États-Unis a rappelé qu'il était d'usage que le Comité adopte ses décisions par

consensus. Le Comité offrait aux États Membres l'occasion de procéder à des échanges de vues et de résoudre les problèmes qui se posaient. Nul n'aurait intérêt à s'écarter de cette pratique pour déplorer telle ou telle situation. Si la demande d'avis juridique n'avait suscité aucune opposition, le Comité n'aurait pas intérêt en revanche à s'écarter de sa pratique établie en ce qui concernait l'adoption de ses décisions par consensus.

48. Le représentant de la France a rappelé au Comité que le pays hôte avait déjà délivré deux des quatre visas demandés et promis de tenir compte des appels que lui avaient adressés la France, le Royaume-Uni, le Costa Rica, l'Espagne et la Hongrie au nom de la courtoisie. Il espérait que l'on apprendrait prochainement une bonne nouvelle au sujet du visa du Président de l'Assemblée nationale.

49. Le Président a décidé que, dans le souci de préserver la pratique du consensus pour l'adoption de ses décisions, le Comité devait s'appuyer sur les appels qu'il avait adressés au pays hôte et qu'il resterait en contact avec celui-ci en vue de régler cette question d'une manière constructive.

50. À la 204^e séance, le 1^{er} septembre 2000, le Président a rappelé que la question du statut légal de la Conférence de l'Union interparlementaire (UIP) avait suscité un vaste débat à la 203^e séance du Comité. Il a indiqué que plusieurs membres du Comité avaient exprimé le désir d'obtenir un avis juridique sur la question et que, au nom du Comité, il avait donc demandé au Sous-Secrétaire général responsable du Bureau des affaires juridiques de lui fournir un avis juridique sur le statut de la Conférence de l'UIP ainsi que sur les obligations du pays hôte en ce qui concernait la délivrance de visas aux participants à la Conférence.

51. Le Sous-Secrétaire général responsable du Bureau des affaires juridiques a rendu l'avis juridique suivant :

« Dans sa lettre en date du 31 août 2000, le Président du Comité des relations avec le pays hôte m'a demandé, au nom du Comité, de lui fournir un avis juridique sur le statut de la Conférence des présidents des parlements nationaux ainsi que sur les obligations du pays hôte en ce qui concerne la délivrance de visas aux participants à la Conférence.

Tout d'abord, il est important de faire observer que la Conférence des présidents des par-

lements nationaux est convoquée par l'Union interparlementaire et non par l'Organisation des Nations Unies. De l'avis du Conseiller juridique, la Conférence ne peut donc pas être considérée comme une réunion de l'Organisation des Nations Unies et, par conséquent, ne saurait relever des "affaires officielles de l'Organisation" au sens de la section 11 de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies (« l'Accord relatif au Siège »). Le paragraphe 5 de la section 11 dispose notamment que les autorités fédérales, d'État ou locales des États-Unis ne mettront aucun obstacle au transit à destination ou en provenance du district administratif ... d'autres personnes invitées à venir dans le district administratif par l'Organisation des Nations Unies ou par l'une des institutions spécialisées, pour affaires officielles. Le refus d'accorder des visas d'entrée aux invités de la Conférence des présidents des parlements nationaux ne constituerait donc pas une violation des obligations du pays hôte prévues par l'Accord relatif au Siège.

Cela dit, comme l'ont fait remarquer de nombreux membres et observateurs au sein du Comité, la Conférence des présidents des parlements nationaux est convoquée au Siège de l'Organisation des Nations Unies avec l'appui du Secrétaire général. Qui plus est, dans sa résolution 53/13 du 28 octobre 1998, l'Assemblée générale, dans le cadre de ses efforts visant à renforcer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire, s'est félicitée de l'initiative prise par l'Union interparlementaire d'organiser une conférence des présidents des parlements nationaux au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion de l'Assemblée du Millénaire en l'an 2000. Dans sa résolution 54/12 du 27 octobre 1999, l'Assemblée s'est en outre félicitée des informations figurant dans le rapport du Secrétaire général au sujet des dispositions que l'Union interparlementaire prenait avec l'appui de ce dernier en vue d'organiser du 30 août au 1er septembre 2000, dans la salle de l'Assemblée générale, une conférence des présidents des parlements nationaux à l'occasion de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, dite Assemblée du Millénaire. Enfin, dans l'annexe à sa résolution 54/281 du 11 août 2000, l'Assemblée a décidé qu'un représentant de

la Conférence des présidents des parlements nationaux pourrait figurer sur la liste des orateurs des séances plénières du Sommet.

Eu égard aux résolutions 53/13, 54/12 et 54/281 de l'Assemblée générale et, en particulier, compte tenu du fait que la Conférence des présidents des parlements nationaux se déroule parallèlement à l'Assemblée du Millénaire, la Conférence est manifestement une réunion *liée à l'Organisation des Nations Unies*. Ainsi, s'il est vrai que l'on ne saurait enjoindre le pays hôte de délivrer les visas en question en faisant valoir ses obligations juridiques, le lien qui existe entre la Conférence et l'Organisation des Nations Unies est tel que l'on est en droit d'attendre du pays hôte qu'il délivre lesdits visas à titre de courtoisie. C'est pourquoi le Secrétaire général a lancé un appel aux autorités compétentes du pays hôte pour qu'elles reviennent sur leur refus initial.

Étant donné que l'Accord relatif au Siège ne traite pas expressément des réunions liées à l'Organisation des Nations Unies et que ces réunions pourraient devenir de plus en plus courantes à mesure que les relations entre l'ONU et d'autres organisations internationales et non gouvernementales se développeront, le Comité des relations avec le pays hôte souhaitera peut-être recommander à l'Assemblée générale qu'elle adresse, au pays hôte, une demande à ce sujet dans ses futures résolutions prévoyant la tenue, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, de réunions et de conférences qui sont liées ou qui se tiendront parallèlement aux sessions et activités de l'Assemblée générale. »

52. Le représentant de l'Iraq a conclu à titre préliminaire que l'avis juridique était valide et pertinent et qu'il soulevait d'importantes questions, non seulement en raison du refus des États-Unis d'Amérique d'accorder des visas d'entrée aux députés de Cuba et de la République fédérale de Yougoslavie, mais aussi parce que l'attitude du pays hôte avait perturbé le déroulement de la Conférence de l'UIP. Il a ajouté que le pays hôte utilisait cette tactique pour agir sur la participation à la Conférence, comportement qui allait à l'encontre de l'Accord relatif au Siège et de la Charte des Nations Unies. Étant donné que l'Assemblée générale avait approuvé la tenue de la Conférence au Siège de l'Organisation et qu'elle avait clairement établi un lien étroit entre la Conférence et l'Organisation, il ne de-

vrait y avoir aucune exception. Il n'est pas correct que les États-Unis refusent d'accorder certains visas. D'un point de vue juridique, et compte tenu de l'augmentation du nombre d'États Membres et de la prolifération des activités faisant intervenir l'Organisation des Nations Unies et le secteur privé, une stricte interprétation de l'Accord relatif au Siège entraverait les activités de l'Organisation. Si les États-Unis ne sont pas disposés à s'acquitter de leurs obligations, l'ONU devrait s'établir dans un pays plus impartial. Le représentant de l'Iraq a suggéré que le Comité envisage de faire adopter à la Sixième Commission une recommandation condamnant le refus du pays hôte de délivrer des visas à certaines délégations souhaitant participer à une importante réunion tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

53. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a souligné qu'il importait de recommander à l'Assemblée générale d'adopter un libellé approprié à propos de la délivrance de visas par le pays hôte aux membres de délégations pour de futures réunions. Il a prié le pays hôte de prendre des dispositions conformes à la lettre et à l'esprit de l'Accord de Siège et de la Charte.

54. Le représentant de la Fédération de Russie a considéré que le statut de la Conférence de l'UPU et les obligations du pays hôte étaient définis objectivement dans l'avis juridique. Le Comité devrait formuler des recommandations à l'intention de l'Assemblée générale pour éviter de tels problèmes à l'avenir. Il serait embarrassant pour l'Assemblée de décider de la tenue de réunions et d'avoir ensuite à annuler ces réunions en raison des restrictions imposées par le pays hôte.

55. Tout en reconnaissant que la Conférence de l'UPU n'était pas une conférence des Nations Unies, le représentant de la Chine est convenu que, du fait qu'elle avait été convoquée conformément aux résolutions de l'Assemblée générale, avec l'appui du Secrétaire général, et dans le cadre de l'Assemblée du Millénaire, les invités auraient dû obtenir un visa d'entrée. Il incombait au pays hôte de faire preuve de courtoisie et de délivrer un visa aux parlementaires cubains et yougoslaves.

56. Le représentant de la France a souscrit à l'avis juridique qui concordait avec la position de la France à ce sujet. Il a rappelé que la France avait elle-même lancé des appels au pays hôte et que la mission des États-Unis avait indiqué que ces appels seraient transmis à Washington. Il a émis l'espoir que le pays hôte com-

muniquerait des renseignements favorables touchant la délivrance d'un visa au Président de l'Assemblée nationale de Cuba.

57. La représentante du Costa Rica a réitéré la position de son gouvernement au sujet des résolutions de l'Assemblée générale applicables à la Conférence de l'UPU, en particulier la résolution 54/12 de l'Assemblée générale. Elle s'est félicitée de l'avis juridique important qui avait été rendu et a remercié le Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques, Ralph Zacklin, de l'avoir présenté. L'avis juridique devrait, à son sens, faciliter l'examen de cette question délicate. La représentante du Costa Rica a rappelé que c'était à la demande de la délégation du Honduras qu'un avis juridique avait été sollicité. Elle a également considéré, comme le représentant de la France, que le pays hôte devrait faire preuve de courtoisie et accorder des visas au Président et aux membres de l'Assemblée nationale de Cuba.

58. Le représentant de Cuba a mis l'accent sur l'importance de l'avis juridique et sur les rapports manifestes existant entre la Conférence de l'UPU et l'Organisation des Nations Unies en vertu des résolutions de l'Assemblée générale. Se référant à la courtoisie que supposent les relations diplomatiques, le représentant de Cuba a conclu qu'il incombait au pays hôte d'en faire preuve. Depuis 1947, les concepts de la société civile, des organisations non gouvernementales et des acteurs internationaux s'étaient considérablement développés. La sélectivité dont le pays hôte avait fait preuve n'était ni rationnelle ni légale. Le représentant de Cuba a fait observer que la série de notes verbales adressées par la Mission permanente de Cuba prouvaient que le traitement réservé par le pays hôte aux représentants de Cuba et aux personnes d'origine cubaine était motivé par des raisons politiques. Il a rappelé que, à la 203e séance, le pays hôte avait déclaré que des visas seraient délivrés à certains membres de la délégation. Le pays hôte a fait savoir par la suite qu'un visa serait accordé au Président de l'Assemblée nationale de Cuba. Le fait que ce visa n'ait pas été délivré a confirmé que le refus du pays hôte était prémédité.

59. Alors que le représentant de Cuba rappelait plusieurs exemples de refus de délivrance ou de délivrance tardive de visas d'entrée à des membres de la délégation cubaine, le représentant du pays hôte est intervenu sur une motion d'ordre et a prié le représentant de Cuba de limiter sa déclaration à la question de l'avis juridique et de s'abstenir de faire l'historique des do-

léances de la mission cubaine. Le représentant de Cuba a poursuivi sa déclaration, qui a été interrompue à nouveau par le représentant des États-Unis, prenant la parole sur une motion d'ordre, qui a prié le Président d'intervenir. Le Président a rappelé que, comme l'indiquait le *Journal*, le Comité traitait de l'examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation et des recommandations concernant ces problèmes et a fait observer que les membres du Comité avaient le droit de soulever toutes questions ayant trait à ce point de l'ordre du jour.

60. Le représentant de Cuba a donc poursuivi sa déclaration concernant le non-respect des dispositions de l'Accord de Siège et demandé au pays hôte de prendre des mesures concrètes pour y remédier. Il s'est réservé le droit de solliciter l'avis du Conseiller juridique sur les cas qu'il avait mentionnés. Le représentant de Cuba a conclu que le pays hôte était tenu de délivrer des visas à toutes les personnes qui étaient invitées à se rendre au Siège ou à celles qui devaient s'acquitter de leurs fonctions officielles. Le Président a rappelé que le Comité prenait ses décisions par consensus et a souligné que le pays hôte ne pouvait y faire obstacle. Comme les membres du Comité ne pouvaient user du droit de veto, le pays hôte ne devait pas, par son manque de souplesse, empêcher le Comité d'adopter ses décisions par consensus.

61. Le représentant des États-Unis s'est dit reconnaissant qu'un avis juridique ait été rendu et il espérait que les délégations, en particulier les délégations de l'Iraq et de la Jamahiriya arabe libyenne, comprenaient désormais que le pays hôte n'avait aucune obligation à assumer en vertu de l'Accord de Siège en ce qui concernait la Conférence de l'UPU. Les obligations du pays hôte s'appliquaient aux réunions de l'Organisation des Nations Unies, c'est-à-dire les réunions convoquées par l'Organisation et non pas uniquement les réunions tenues à son siège. Le Secrétaire général avait lancé un appel au pays hôte pour lui demander de faire preuve de courtoisie et le pays hôte en avait tenu compte, quoique partiellement. L'Accord de Siège avait fait ses preuves au fil des ans. L'application de ses dispositions n'avait guère posé de difficultés, car elles étaient précises et raisonnables. Il ne fallait pas s'empresse de les remettre en cause.

IV. Recommandations et conclusions

62. À sa 205e séance, le 1er novembre 2000, le Comité a approuvé les recommandations et conclusions suivantes :

a) Le Comité se félicite de la participation à ses travaux d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies et de représentants du Secrétariat et est convaincu que l'oeuvre utile qu'il accomplit a été facilitée par la coopération de tous les intéressés;

b) Considérant qu'il est dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies et de tous les États Membres que soient préservées des conditions propres à permettre aux délégations et aux missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies d'accomplir normalement leurs tâches, le Comité apprécie les efforts faits par le pays hôte dans ce sens et compte que toutes les questions qui ont été soulevées à ses séances, notamment celles évoquées ci-après, seront dûment réglées dans un esprit de coopération et conformément au droit international;

c) Considérant que la sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel est indispensable pour que celles-ci puissent bien fonctionner, le Comité apprécie les efforts faits par le pays hôte dans ce sens et compte que ce dernier continuera à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher toute entrave au fonctionnement des missions;

d) Le Comité prend note des efforts faits par la mission du pays hôte à propos du problème de stationnement des véhicules diplomatiques et prie le pays hôte de prendre des mesures, en concertation avec la ville de New York, pour résoudre ce problème afin de maintenir des conditions propices au bon fonctionnement des délégations et des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies, d'une manière qui soit équitable, non discriminatoire, efficace et conforme au droit international; de porter à l'attention des autorités de la ville de New York les cas de discrimination contre des diplomates signalés par la communauté diplomatique en vue d'améliorer la situation et de favoriser le respect des normes internationales en matière de privilèges et immunités diplomatiques, et de continuer à consulter le Comité sur ces importantes questions. Le Comité prie instamment le pays hôte de continuer à transmettre aux autorités compétentes de la ville de

New York les propositions faites par son groupe de travail;

e) Le Comité rappelle que, conformément au paragraphe 7 de la résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale, le Comité examinera les problèmes se posant à l'occasion de l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies et donnera des avis au pays hôte à ce sujet;

f) Le Comité compte que le pays hôte continuera de veiller à ce que les représentants des États Membres obtiennent en temps voulu des visas d'entrée conformément à la section 11 de l'article IV de l'Accord relatif au Siège, y compris pour assister à des réunions officielles de l'Organisation des Nations Unies;

g) Le Comité prend note de l'opinion du Conseiller juridique en date du 1er septembre 2000 concernant la délivrance de visas aux participants à des réunions liées à l'Organisation des Nations Unies. À ce propos, le Comité recommande que le pays hôte tienne compte à l'avenir de cette opinion;

h) En ce qui concerne les dispositions réglementaires visant les déplacements que le pays hôte applique au personnel de certaines missions et aux fonctionnaires du Secrétariat de certaines nationalités, le Comité continue à demander instamment au pays hôte de supprimer dès que possible les restrictions qui existent encore; à cet égard, le Comité note également la position des États Membres dont les ressortissants sont touchés par ces dispositions, celle du Secrétaire général et celle du pays hôte;

i) Le Comité apprécie les efforts de son groupe de travail concernant les questions d'endettement et note que, ce problème s'étant également posé dans d'autres villes hôtes, une approche à l'échelle du système est nécessaire. À cet égard, le Comité souligne qu'il importe que les missions permanentes, leur personnel et le personnel du Secrétariat s'acquittent de leurs obligations financières;

j) Le Comité tient à remercier une fois de plus le représentant de la Mission des États-Unis chargé des questions ayant trait au pays hôte et la Section du pays hôte de la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les entités locales, en particulier la Commission de la ville de New York pour l'Organisation des Nations Unies, le corps consulaire et le protocole, qui l'aident à répondre aux besoins et in-

térêts de la communauté diplomatique et à promouvoir de bonnes relations entre la communauté diplomatique et la population de la ville de New York.

Annexe I

Liste des questions renvoyées au Comité pour examen

1. Sécurité des missions et de leur personnel.
2. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation et recommandations concernant ces problèmes :
 - a) Visas d'entrée délivrés par le pays hôte;
 - b) Accélération des formalités d'immigration et de douane;
 - c) Exemption de taxes.
3. Responsabilités des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel, notamment en ce qui concerne la question de l'exigibilité des créances et des procédures à suivre pour résoudre les problèmes qui s'y rattachent.
4. Logement du personnel diplomatique et des fonctionnaires du Secrétariat.
5. Question des privilèges et immunités :
 - a) Étude comparative des privilèges et immunités;
 - b) Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et autres instruments pertinents.
6. Activités du pays hôte : activités destinées à aider les membres de la communauté des Nations Unies.
7. Transports : utilisation d'automobiles, stationnement et questions connexes.
8. Assurances, enseignement et santé.
9. Relations publiques de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte et question des mesures à prendre pour encourager les médias à faire connaître les fonctions et le statut des missions diplomatiques auprès de l'Organisation des Nations Unies.
10. Examen et adoption du rapport du Comité à l'Assemblée générale.

Annexe II

Liste des documents

A/AC.154/329	Lettre datée du 15 février 2000, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/330	Note verbale datée du 9 mars 2000, adressée à la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies par la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/331	Lettre datée du 11 juin 2000, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/332	Note verbale datée du 8 juin 2000, adressée à la mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/333	Lettre datée du 28 juin 2000, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Conseiller adjoint aux affaires du pays hôte de la Mission permanente des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/334	Lettre datée du 14 juillet 2000, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par la mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/335	Lettre datée du 25 août 2000, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/336	Lettre datée du 10 octobre 2000, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/337	Lettre datée du 10 octobre 2000, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/338	Lettre datée du 30 octobre 2000, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Ministre conseiller pour les affaires avec le pays hôte de la Mission permanente des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies